

SECOND SEMESTRE 2019 : UNE TENDANCE QUI ÉTAIT FAVORABLE

#1 | Juillet 2020

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés de Saint-Brieuc Armor Agglomération fin 2019



8 816
déclarations préalables à l'embauche
(contrats d'un mois minimum) au 2nd semestre 2019,
+ 212 contrats par rapport au 2nd semestre 2018
(Source : Urssaf)

13 229
demandeurs d'emplois
catégorie A, B et C au 4^e trimestre 2019,
- 529 (- 3,8 %) un an, - 0,3 % en Bretagne
(Source : Directe des Côtes d'Armor)

39 808 emplois salariés privés
611 salariés du privé en plus,
+ 1,6 % en un an, + 2 % en Bretagne
(Source : Urssaf)



↑ En hausse : l'hôtellerie, la restauration ; BTP ;
administration, santé et social
↓ En baisse : autres industries

6,9 %
de taux de chômage de la zone
d'emploi de Saint-Brieuc au 4^e trimestre,
- 0,6 point en un an, 6,7 % en Bretagne
(Source : Insee)



219
entreprises en redressement ou liquidation
judiciaire en 2019, - 11 % par rapport à 2018
(Source : Infogreffe)

361
logements autorisés au 2nd semestre 2019,
- 6,5 % par rapport au 2nd semestre 2018,
forte hausse du logement en résidence
(Source : DREAL - Sit@del)



41 843 m²
autorisés en locaux d'activité au 2nd semestre
2019, + 36 % par rapport au 2nd semestre 2018
(Source : DREAL - Sit@del)

1 268
personnes en situation de surendettement,
c'est - 270 (- 23 %) par rapport à 2018. Baisse
du nombre de dossiers déposés
(Source : Banque de France)



5 767
immatriculations de véhicules neufs en 2019,
+ 4,2 % par rapport à 2018, - 1 % en Bretagne
(Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire)



Actualité covid-19

35 030
demandeurs d'emplois de catégorie A
à la fin avril 2020, + 28,7 % en un mois
et + 32,4 % en un an
(Source : Directe Bretagne)



36 873 111
heures de chômage partiel
demandées en Côtes d'Armor
entre le 1^{er} mars et le 2 juin



82 124
salariés concernés
Source : DGEFP/ASP, SI activité partielle, traitement Sese Bretagne. Données provisoires



En résumé

À la fin 2019, le bilan de la conjoncture de Saint-Brieuc Armor Agglomération exprimait une trajectoire favorable de l'économie locale. En effet, la plupart des indicateurs observés présentaient des tendances très favorables. Le territoire affichait un recul du chômage parmi les plus forts en Bretagne. L'emploi privé progressait dans l'ensemble des secteurs, tandis que les recrutements se faisaient de plus en plus en CDI, signe alors, de bonnes perspectives pour les entreprises. L'immobilier d'entreprise repartait aussi de plus belle. Du côté des ménages, la situation continuait de s'améliorer. Le surendettement des ménages reculait, en volume et en montant, tandis que le niveau de consommation restait élevé.

Aujourd'hui, la crise sanitaire et la crise économique engendrées par le confinement du pays ont significativement impacté l'ensemble des secteurs du tissu économique. Et malgré une situation relativement bien contrôlée en Bretagne, il semble évident que les répercussions seront sans précédent et toucheront tout l'écosystème.

Activité économique

Progression générale de l'emploi dans le secteur privé

Le secteur privé a connu une année 2019 favorable, témoignant d'une hausse de plus de 600 emplois en un an (+1,6 %). C'est un peu en deçà de la dynamique régionale. Néanmoins, avec un stock de près de 40 000 emplois privés, l'agglomération se rapproche très nettement du niveau d'avant crise de 2008. Quasiment tous les secteurs participent à cette croissance de l'emploi, hormis les industries (hors agroalimentaire) qui restent à un niveau comparable à celui de l'an dernier (- 33 emplois).

Parmi les secteurs les plus dynamiques notons le secteur de **l'administration, santé et social** (+ 206 emplois) qui cumule le tiers de la progression de l'emploi local. Le **BTP** (+ 142 emplois) mais aussi les **activités scientifiques et techniques** (+ 118 emplois) ainsi que **l'hôtellerie, restauration** qui engrange 87 emplois. **L'industrie agroalimentaire** gagne également des emplois.

Nouvelle baisse des défaillances d'entreprises

Le Greffe de Saint-Brieuc a de nouveau enregistré une baisse du nombre de procédures collectives. En 2019, 219 entreprises se sont retrouvées en situation de défaillance, 60 en redressement judiciaire et 159 en liquidation. C'est 26 de moins qu'en 2018 (- 11 %). Dans le détail, la baisse est principalement imputable aux liquidations (- 21), signe que les situations irréversibles reculent.

Immobilier d'entreprise : de gros projets sur le territoire

La délivrance de permis de construire pour des locaux d'activité a rebondi de 36 % en surface, après un ralentissement en 2018. De gros projets à destination de l'hôtellerie et du commerce ont été autorisés, à l'instar du projet de rénovation de l'hôtel du Gerbot d'Avoine situé sur la commune de Saint-Quay-Portrieux. Les surfaces de bureaux, des bâtiments à destination de l'industrie et de l'entreposage sont également en forte progression. En revanche, les projets à destination de l'artisanat sont en retrait. Les locaux publics ou d'intérêt collectif sont aussi en baisse ce semestre. Ceci s'explique par la délivrance, en 2018, de permis pour de gros projets pour l'enseignement-recherche et la santé.

Liste des principaux permis de construire autorisés au 2nd semestre 2019 :



- 1• Les compagnons des saisons - Hillion
4 561 m²
(commerce et entrepôt)



- 2• Étienne - Plaintel
4 467 m²
(industrie)



- 3• Le Gerbot d'Avoine Saint-Quay-Portrieux
3 746 m² - 81 chambres
(hôtellerie, commerce, artisanat)

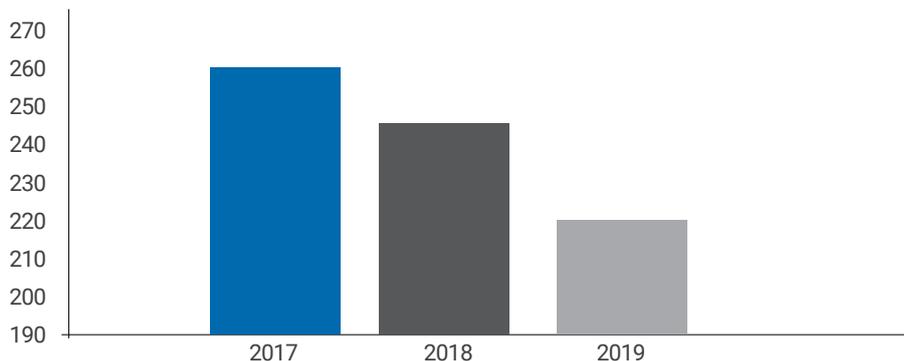


- 4• SCI Tremu - Tremuson
2 642 m²
(entrepôt, bureau)



- 5• Lycée Marie Balavenne et Pôle supérieur - Saint-Brieuc
1 890 m²
(service public)

Nombre de procédures collectives enregistrées au Greffe de Saint-Brieuc



Marché de l'emploi

Un taux de chômage qui décline fortement

Cela faisait plus de dix ans que le taux de chômage de la zone d'emploi de Saint-Brieuc n'était passé sous le seuil des 7 % (6,9 % exactement au 4^e trimestre 2019). Avec une baisse de 0,6 point par rapport au 4^e trimestre 2018, cette évolution est l'une des plus favorables au niveau régional. Toutefois, le taux de chômage de la zone d'emploi reste légèrement au-dessus de la moyenne régionale (6,7 %), mais bien en dessous du niveau national, où le taux de chômage avoisine les 8 %.

L'étai se desserre progressivement autour de la demande d'emploi

La baisse du taux de chômage se traduit logiquement par celle du nombre de demandeurs d'emploi. On comptabilise 13 228 demandeurs d'emploi à la fin de l'année 2019, soit environ 530 de moins que l'an dernier à pareille époque (- 3,8 %). C'est mieux qu'à l'échelon régional (- 3,5 %).

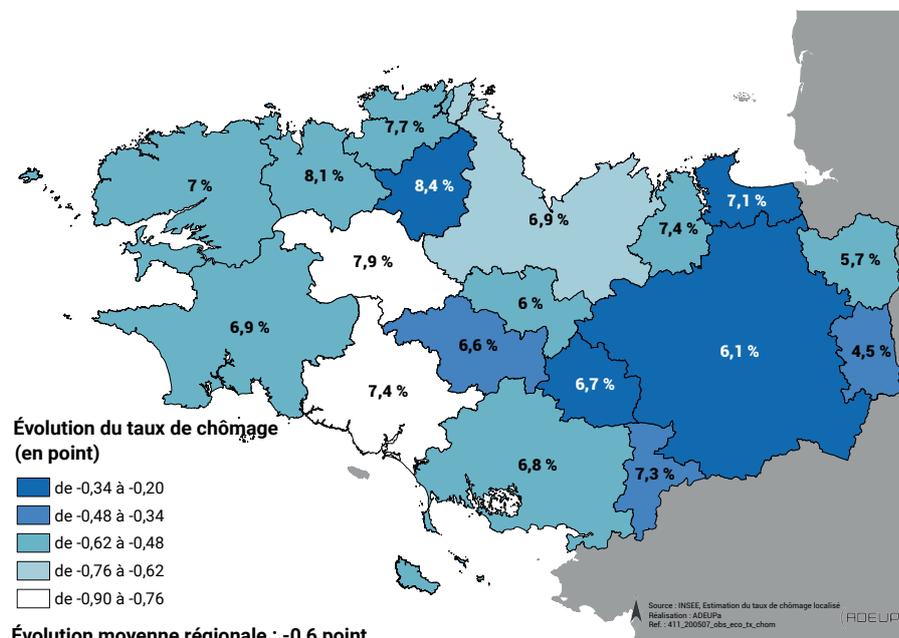
Certaines catégories bénéficient d'une meilleure réinsertion sur le marché de l'emploi, à commencer par les jeunes de moins de 25 ans (- 10,8 %) et dans une moindre mesure les femmes (- 2,7 %). En revanche, la demande d'emploi des seniors repart à la hausse (+ 47 demandeurs soit + 1,4 %). Ce constat est partagé au niveau régional (+ 0,8 %).

Signe d'une amélioration structurelle de l'économie locale, le nombre de chômeurs de longue durée (de plus d'un an), qui représentent près de 48 % des demandeurs, a baissé plus vite que la demande globale (- 5,2 %).

Des recrutements de plus en plus pérennes

8 816 déclarations à l'embauche de plus d'un mois ont été promulguées au 2nd semestre 2019, c'est 212 de plus que l'an dernier sur la même période. Dans le détail, les évolutions contrastent entre des CDD en légère baisse (- 34 contrats) et une forte progression des CDI (+ 246 contrats). Près de la moitié des nouveaux contrats engagés le sont en CDI (48 %). Un constat déjà pressenti au 1^{er} semestre 2019 durant lequel ce type de contrat était même majoritaire (54 %). Cette situation est inédite depuis 2009 et largement plus favorable qu'au cœur de la crise économique où les CDI représentaient moins de 40 % des nouveaux contrats.

Taux de chômage au 4^e trimestre 2019 et évolution annuelle par zones d'emploi en Bretagne



Les ménages

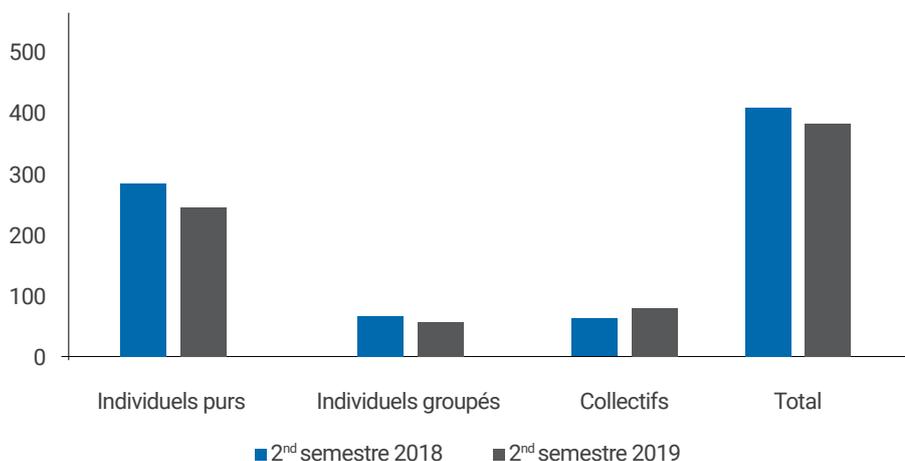
Les effets du Pinel désormais bien amortis

Au 2nd semestre 2019, 361 logements, hors logement en résidence, ont bénéficié d'un permis de construire sur l'agglomération. C'est une nouvelle baisse de 25 permis (- 6,5 %). Dans le détail, les logements individuels purs et groupés ont respectivement reculé dans les mêmes proportions (- 13 %) tandis que les logements collectifs ont bondi de 31 %, mais sur de petits volumes (+ 18 permis).

De manière générale, ce recul d'environ 6 % de l'activité reste limité. La suspension provisoire du dispositif Pinel est désormais bien amortie sur le territoire, alors que cette loi avait jusqu'à présent vivement dynamisé la construction de logements neufs. Le retour prochain du dispositif pourrait insuffler un nouvel élan, en supposant que le secteur parvienne à se relancer suite à la crise du covid-19.



Nombre de permis de construire autorisés par type de logement



Source : Infogreffe

Surendettement : une pression moins forte sur les ménages...

La situation financière des ménages s'améliore aussi dans le fond, comme en témoigne le retrait des cas de surendettement dans le département. Durant l'année 2019, 1 160 dossiers de surendettement ont été soumis à la Banque de France. C'est 272 de moins par rapport à l'année précédente (- 19 %), une performance légèrement plus favorable qu'au niveau régional (- 18 %) et bien meilleure qu'au niveau national (- 12 %). En stock, il y a toujours 1 268 dossiers de surendettement

validés. C'est une baisse de 270 par rapport à l'année précédente, soit 23 % de moins.

Le niveau médian d'endettement des ménages surendettés, hors immobilier (c'est-à-dire les charges courantes, par exemple : loyer, facture d'énergie, internet, transport, assurance...), atteint les 15 155 €. C'est une baisse de près de 400 € (- 2,5 %). La situation des ménages semble s'améliorer à la fois sur le plan conjoncturel et structurel, à la fois par l'augmentation de leurs revenus et par la baisse de leur endettement.

L'investissement et la consommation des ménages toujours soutenus

Si la construction de logements recule un peu, les ménages n'en font pas moins fructifier leur épargne logement. Par ailleurs, ces derniers continuent de contracter des crédits immobiliers. En Côtes d'Armor, les encours des plans d'épargne logement (PEL) atteignent les 4 milliards d'euros en décembre 2019, c'est + 2,3 % par rapport à décembre 2018. Quant aux encours aux crédits immobiliers, ils s'élèvent à 8,2 milliards d'euros, contre 7,8 milliards en fin d'année dernière (+ 5 % environ). Ces éléments indiquent une bonne capacité d'investissement des ménages et une certaine confiance en l'avenir.

Cela se confirme aussi à travers l'achat de véhicules neufs. En effet, 5 767 voitures neuves ont été immatriculées au sein de l'agglomération briochine en 2019, soit une hausse de 4,2 % par rapport à 2018. Une dynamique favorable et inverse à la Bretagne où les immatriculations ont reculé de 1 %. En local, le niveau de 2010 (5 400 véhicules) est désormais dans le rétroviseur, alors qu'au niveau régional, il reste une marge relative pour atteindre la barre symbolique des 100 000 véhicules neufs (environ 90 000 véhicules neufs immatriculés en 2019).

La consommation courante des ménages est également soutenue. La TVA collectée en 2019 a également augmenté de plus de 6 %, illustrant de belles perspectives à court et long termes pour les ménages.

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE DE SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION

Direction de la publication : Benjamin Grebot

Réalisation : Quentin Delaune, François Rivoal, Nadine Le Hir, Lucie Bianic

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen | Mise en page : d'une idée à l'autre

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél. : 02 98 33 51 71
adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : 3^e trimestre 2020 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 20-134 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

